Document

Le gouvernement américain tuyautait Wall Street sur la crise

(slate.fr)

30 novembre 2011

Le gouvernement américain a livré des informations confidentielles sur ses plans pour résoudre la crise financière à des fonds spéculatifs à l'été 2008, selon une enquête de Bloomberg Markets Magazine.

La revue, dans son numéro daté de janvier prochain, révèle en effet que le secrétaire au Trésor (équivalent outre-Atlantique du ministre des Finances) de George W. Bush, Henry Paulson, a rencontré le 21 juillet 2008 à New York une douzaine de patrons de fonds spéculatifs au siège d'un d'entre eux, Eton Park Capital Management. A ces dirigeants, parmi lesquels figuraient plusieurs anciens de la banque d'affaires Goldman Sachs, qu'il a lui même dirigée entre 1999 et 2006, il a affirmé qu'il se reprochait de ne pas avoir pénalisé plus sévèrement les actionnaires de la banque Bear Stearns, qui venait d'être sauvée de la faillite avec l'aide des pouvoirs publics, et que le gouvernement pourrait placer sous tutelle Fannie Mae et Freddie Mac, deux organismes de gestion de prêts immobiliers alors en très grande difficulté.

Le même jour, il rencontrait également des journalistes du New York Times, à qui il se contentait d'affirmer, sur le même sujet, qu'un examen des comptes des deux sociétés qui venait d'être lancé *«enverrait un important signal de confiance aux marchés»*. Quelques semaines plus tard, le 7 septembre, le gouvernement américain prenait le contrôle de Fannie Mae et Freddie Mac, puis, le 15, laissait une des concurrentes de Bear Stearns, Lehman Brothers, faire faillite.

«Capitalisme de copinage»

D'où la conclusion de l'enquête de Bloomberg: Paulson aurait délivré *«un message différent»* au grand public et aux dirigeants de fonds spéculatifs, *«un groupe d'hommes capables de profiter de n'importe quelle révélation»*. Sur les marchés, les positions à la vente sur les actions de Fannie Mae et Freddie Mac ont d'ailleurs atteint un sommet le 24 juillet 2008, trois jours après la réunion.

L'auteur de l'article a interrogé des juristes, selon qui l'ancien ministre n'a violé aucune loi en révélant ces informations. Mais des experts jugent la pratique moralement choquante, l'un d'eux parlant de *«capitalisme de copinage»*. Un participant à la réunion, dont les révélations nourrissent l'enquête de Bloomberg, explique qu'il a appelé son avocat à la sortie et que celui-ci lui a conseillé de cesser toute opération sur les actions de Freddie Mac et Fannie Mae afin de ne pas être accusé de profiter d'informations confidentielles.

Bloomberg rappelle également que ces révélations surviennent alors que les questions des relations entre le gouvernement américain et les fonds spéculatifs ainsi que du délit d'initié sont *«sensibles»*. Un ancien patron de fonds d'investissement, Raj Rajaratnam, vient d'ailleurs d'écoper de onze ans de prison pour délit d'initié.

«Carrément pathologique»

L'enquête de Bloomberg a été abondamment reprise par la presse et la blogosphère économique américaine. Felix Salmon, chroniqueur pour l'agence Reuters, estime ainsi que la façon qu'aurait eu Henry Paulson de donner des *«tuyaux internes»* à Wall Street était *«carrément pathologique»* et suppose qu'il y a eu *«d'autres réunions»* du même style. Il rappelle d'ailleurs que les médias américains avaient déjà révélé dans le passé une rencontre entre Paulson et le conseil d'administration de Goldman Sachs à Moscou en juin 2008, durant laquelle il avait évoqué la possibilité d'un effondrement de Lehman Brothers.

Un chroniqueur de Bloomberg TV, Bill Cohan, s'interroge lui sur l'attitude des participants à la réunion, qui ont affirmé à l'auteur de l'enquête qu'ils ne s'en souvenaient pas ou ne souhaitaient pas la commenter:

«C'est vraiment choquant. […] Il était impossible d'être à cette réunion et de ne pas se souvenir de ce qui s'y est passé, c'est difficilement imaginable.»